

Cote du document: EB 2012/LOT/G.4
Date: 24 août 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Shantanu Mathur

Chef du Secrétariat des dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Wafaa El-Khoury

Conseillère technique principale
téléphone: +39 06 5459 2817
courriel: w.elkhoury@ifad.org

Antonio Rota

Conseiller technique principal
téléphone: +39 06 5459 2680
courriel: a.rota@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation d’approbation	1
Première partie – Introduction	1
Seconde partie – Recommandation	2

Annexes

I. Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA): Programme de développement de l’agriculture de conservation intégrée cultures-élevage pour l’intensification durable des systèmes céréaliers en Afrique du Nord et en Asie centrale	3
II. International Livestock Research Institute (ILRI): Mécanismes novateurs pour le développement de la filière de la viande bovine en Afrique australe	9

Sigles et acronymes

GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
ICARDA	Centre international de recherches agricoles dans les zones arides
ILRI	International Livestock Research Institute
LUSIP	Projet d’irrigation à l’intention des petits exploitants du bassin inférieur de l’Usuthu
NARES	Système national de recherche et de vulgarisation agricoles

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant des propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 2 441 905 USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI ci-après: le Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA) et l'International Livestock Research Institute (ILRI).
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
 - i) Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA): Programme de développement de l'agriculture de conservation intégrée cultures-élevage pour l'intensification durable des systèmes céréaliers en Afrique du Nord et en Asie centrale
 - ii) International Livestock Research Institute (ILRI): Mécanismes novateurs pour le développement de la filière de la viande bovine en Afrique australe.
3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique du Fonds en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux populations pauvres, femmes et hommes, des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Cette politique vise à obtenir les résultats suivants: a) les activités novatrices sont favorisées et des technologies et approches innovantes sont élaborées en appui au groupe cible du FIDA; b) la sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur des questions concernant directement les populations rurales pauvres sont encouragés par le groupe cible et en son nom; c) l'aptitude des institutions partenaires à offrir toute une gamme de services en faveur des populations rurales pauvres est renforcée; et d) l'apprentissage sur la base des enseignements tirés de l'expérience ainsi que la gestion et la diffusion des savoirs en relation avec la réduction de la pauvreté rurale sont encouragés auprès des parties prenantes, tant au niveau régional qu'interrégional.

6. Les programmes proposés sont conformes à l'objectif et aux résultats de la politique révisée en matière de financement sous forme de dons.
- i) Le Programme de développement de l'agriculture de conservation intégrée cultures-élevage pour l'intensification durable des systèmes céréaliers en Afrique du Nord et en Asie centrale concourt à l'obtention des résultats c) et d), car il contribue à la réalisation de l'objectif stratégique lié au renforcement des capacités, à la gestion des savoirs et à la diffusion des informations aux parties prenantes, afin de faire reculer la pauvreté rurale.
 - ii) Le Programme relatif aux mécanismes novateurs pour le développement de la filière de la viande bovine en Afrique australe est conforme à l'objectif et aux résultats de la Politique révisée du FIDA en matière de dons parce qu'il établit une plateforme grâce à laquelle des femmes et des hommes pauvres en ressources pourront conduire soit à titre individuel, soit dans le cadre de groupements ou de leurs communautés des activités novatrices et demander, en échange, des services fournis par le marché. Le programme a une importante composante de gestion des savoirs qui couvre ses propres activités mais aussi l'appui à des projets actuellement financés par le FIDA et à d'autres projets d'élevage qui ciblent les populations pauvres de la région. Il mise sur la participation du secteur privé, soutient les fonctions du marché et renforce la capacité du secteur privé à intervenir dans la filière de manière à réduire la pauvreté. Dans la mesure où il cible des systèmes extensifs d'élevage de bovins, en tant que sources d'animaux destinés à l'embouche, le programme reliera étroitement, d'une part, la sécurité sanitaire des aliments, la génération de revenus et la création de valeur ajoutée et, d'autre part, le respect des ressources naturelles. La mise au point de modèles de développement de l'ensemble de la filière de la viande bovine qui soient susceptibles d'être immédiatement transposés dans toute la région ainsi que l'utilisation de données scientifiques pour étayer le ciblage, définir les rôles des partenaires et du secteur privé et surmonter les problèmes sont cohérentes avec les grandes priorités du FIDA.

Seconde partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les propositions de don en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de développement de l'agriculture de conservation intégrée cultures-élevage pour l'intensification durable des systèmes céréaliers en Afrique du Nord et en Asie centrale, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA), à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme relatif aux mécanismes novateurs pour le développement de la filière de la viande bovine en Afrique australe, accordera un don ne dépassant pas neuf cent quarante et un mille neuf cent cinq dollars des États-Unis (941 905 USD) à l'International Livestock Research Institute (ILRI), à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA): Programme de développement de l'agriculture de conservation intégrée cultures-élevage pour l'intensification durable des systèmes céréaliers en Afrique du Nord et en Asie centrale

I. Contexte

1. La sécurité alimentaire et la sécurité des moyens d'existence en Asie centrale et occidentale et en Afrique du Nord reposent essentiellement sur des systèmes de production associant les cultures et l'élevage. Dans cette région, la demande alimentaire est en augmentation, compte tenu de la croissance démographique, de l'accélération de l'urbanisation et de la modification des préférences alimentaires. Les menaces environnementales liées au changement climatique et aux pénuries d'eau, ainsi que plusieurs facteurs socioéconomiques, démographiques et technologiques, ont mis un frein à la productivité agricole. Cette situation, qui a entraîné la dégradation des ressources naturelles, fait peser désormais une menace majeure sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
2. La dégradation des terres en Asie centrale et occidentale et en Afrique du Nord est principalement imputable à l'érosion hydrique et éolienne des sols qui, souvent en raison d'un pâturage et/ou d'un travail du sol excessifs, ne sont pas protégés par des cultures de couverture ou des couches superficielles de résidus. La tendance au déclin de la productivité, qui a été observée ces dernières décennies, soulève de graves questions quant à savoir si les pratiques de production actuelles sont durablement compatibles avec la conservation des ressources naturelles et de l'environnement et la préservation de leur qualité.
3. L'application des principes de l'agriculture de conservation – notamment le maintien d'une couverture de résidus de cultures, la rotation des cultures/les cultures dérobées et le non-travail du sol – s'est révélée déterminante pour améliorer la productivité des cultures, l'efficacité de l'utilisation des ressources et la santé des sols.
4. Les recherches récemment conduites par le Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA) et ses partenaires à des fins de développement ont donné des résultats prometteurs quant aux effets de l'agriculture de conservation sur la productivité, la rentabilité et la viabilité des systèmes reposant sur la culture du blé en Asie occidentale. Ces résultats ont permis de mettre au point des technologies fondées sur les principes de l'agriculture de conservation, qui pourraient permettre aux agriculteurs de récolter davantage ou, au moins, d'obtenir les mêmes rendements à moindre coût, grâce à l'utilisation efficace des ressources naturelles et externes, et ainsi d'améliorer la rentabilité de leurs exploitations et de faire reculer la pauvreté sur le long terme.
5. Dans les zones semi-arides d'Asie centrale et occidentale et d'Afrique du Nord, les systèmes d'agriculture mixtes, caractérisés par une étroite intégration de l'élevage des ovins et de la culture des céréales, prédominent. Les céréales couvrent une grande part des besoins des animaux pendant toute l'année, soit sous la forme de grains et de paille pendant la période d'alimentation hivernale, soit par le biais du pâturage des chaumes pendant la saison d'accouplement, en été. L'importance du rôle des résidus de cultures dans le système traditionnel de culture et d'élevage doit être évaluée si l'on veut introduire l'agriculture de conservation dans ce type de système.
6. Le programme proposé sera exécuté dans trois pays: l'Algérie, le Tadjikistan et la Tunisie. Il s'appuiera sur une collaboration avec les systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles (NARES) et les exploitants agricoles pour

travailler sur l'intégration des cultures et de l'élevage dans le contexte de l'agriculture de conservation. Le résultat global sera une amélioration de la productivité et de la rentabilité. Les exploitants agricoles seront capables de comprendre, de calculer et de mieux maîtriser les équilibres (entre résidus et fourrage) associés à l'agriculture de conservation pour améliorer leurs moyens d'existence.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

7. Les systèmes de culture et d'élevage pratiqués dans les zones arides d'Asie centrale et occidentale et d'Afrique du Nord subissent la pression de facteurs externes tels que la croissance démographique, le développement des marchés urbains, et la variabilité et le changement climatiques. Dans cette région, les moyens d'existence ruraux reposent essentiellement sur des systèmes mixtes de culture et d'élevage.
8. Ces dernières années, des sécheresses fréquentes ont multiplié les risques de mauvaise récolte et, compte tenu de leurs répercussions sur la productivité des terrains de parcours, ont gravement mis en péril les moyens d'existence des communautés agropastorales.
9. Le programme vise à exploiter les approches intégrées et novatrices issues des recherches relatives à l'agriculture de conservation pour identifier des cultures/cultivars adaptés et des rotations de culture efficaces qui permettent de maintenir et de régénérer la fertilité des sols, de fournir de nouvelles sources de fourrage et de résoudre le dilemme relatif aux résidus, que l'on peut utiliser en tant que paillis ou bien pour nourrir les animaux.
10. En vue de faciliter la communication des résultats et l'adoption généralisée des pratiques de l'agriculture de conservation, le programme entend établir des plateformes d'innovation et promouvoir des activités participatives de renforcement des capacités, à l'intention des partenaires nationaux, des fabricants du secteur privé, des prestataires de services et des exploitants agricoles novateurs.
11. Le programme tient compte du fait qu'il est crucial de faire participer des exploitants agricoles dynamiques à l'évaluation exhaustive des conditions écologiques et socioéconomiques dans lesquelles les technologies de l'agriculture de conservation cultures-élevage pourraient répondre aux besoins des petits agriculteurs et être adoptées par eux.

III. Le programme proposé

12. Le principal objectif du programme est de rendre l'utilisation des ressources naturelles plus durable, d'accroître la rentabilité des exploitations agricoles grâce à des gains d'efficacité et d'améliorer les moyens d'existence des exploitants agricoles pauvres en ressources, moyennant l'adoption à grande échelle des technologies de l'agriculture de conservation dans des systèmes de production cultures-élevage qui tirent parti des synergies existant entre les cultures, l'élevage et les sols.
13. L'objectif du programme est de faire appel à la recherche intégrée et participative pour permettre aux agriculteurs et aux NARES de concevoir et expérimenter des approches, des formes de gestion et des pratiques novatrices, en vue de l'adoption de l'agriculture de conservation intégrée cultures-élevage par les petits exploitants agricoles d'Asie centrale et occidentale et d'Afrique du Nord.
14. Les principaux groupes cibles sont les exploitants agricoles et les éleveurs dont les moyens d'existence dépendent de terrains de parcours et de systèmes céréaliers sans irrigation. À l'heure actuelle, ces producteurs n'ont qu'un accès limité aux informations et aux avancées technologiques qui les intéressent.
15. Les femmes seront plus particulièrement ciblées parce qu'elles sont responsables de nombreuses activités liées à l'élevage et à la transformation des produits animaux.

16. Les jeunes – qui représentent la prochaine génération d'exploitants agricoles – bénéficieront aussi d'une attention spéciale, car il convient d'assurer la continuité intergénérationnelle et le transfert des savoirs et des compétences.
17. Le programme durera trois ans et il comportera deux grandes composantes:
 - comprendre et maîtriser les équilibres, les contraintes et les perspectives liés à l'adoption de systèmes d'agriculture de conservation intégrée cultures-élevage dans les zones de projet en Asie centrale et occidentale et d'Afrique du Nord; et
 - gérer les savoirs et diffuser les techniques de l'agriculture de conservation intégrée cultures-élevage en Asie centrale et occidentale et en Afrique du Nord.
18. Dans un premier temps, une analyse *ex ante* sera réalisée dans les régions afin d'évaluer les perspectives et les obstacles dans les zones de projet en Asie centrale et occidentale et d'Afrique du Nord.
19. Pendant la première année, des essais en station permettront d'évaluer les stratégies de pâturage et d'identifier les cultures céréalières et fourragères à utiliser dans un système d'agriculture de conservation intégrée cultures-élevage. D'autres systèmes, par exemple les cultures en couloirs avec des arbustes fourragers, seront également évalués en station afin d'en mesurer l'intérêt pour la région.
20. Un système de culture pluriannuel, particulièrement prometteur, qui applique les principes de l'agriculture de conservation et est fondé sur des expériences antérieures de l'ICARDA, sera mis en œuvre en exploitation dès la première année. Des activités seront réalisées, selon une approche participative, pour appliquer le concept d'agriculture de conservation sur le terrain.
21. Des semoirs peu onéreux, fabriqués localement et adaptés aux sols non travaillés, seront mis à disposition par le programme, et les agriculteurs participants seront initiés au concept de non-travail du sol dans un système d'agriculture de conservation intégrée cultures-élevage. La fourniture d'un semoir de ce type à un groupement d'exploitants agricoles permettra à ces derniers de l'évaluer du point de vue opérationnel, sans frais excessifs. Cette démarche est associée à une comparaison parallèle avec les pratiques de culture locales, qui supposent habituellement plusieurs opérations de travail du sol avant le semis. L'ICARDA a obtenu de bons résultats avec cette approche, parce qu'elle donne à de nombreux exploitants agricoles la possibilité d'évaluer la technologie de non-travail du sol.
22. La deuxième année, les systèmes de pâturage seront intégrés en exploitation dans un système d'agriculture de conservation, avant d'être développés au cours de la troisième année. Parallèlement, le système de culture pluriannuel appliquant les principes de l'agriculture de conservation sera affiné et développé pour être adapté aux conditions locales.
23. Le programme fera l'objet d'un examen pendant les trois ans que durera son exécution. Il sera ainsi possible de repérer les domaines dans lesquels il donne de bons résultats et ceux où des améliorations sont souhaitables et de déterminer les problèmes liés à l'adoption de l'agriculture de conservation intégrée cultures-élevage.

IV. Produits et avantages escomptés

24. Les produits et avantages escomptés sont les suivants:
 - Une évaluation *ex ante* concernant les technologies de l'agriculture de conservation est réalisée en Asie centrale et occidentale et en Afrique du Nord.
 - Les cultures et l'élevage sont mieux intégrés dans le contexte de l'agriculture de conservation, grâce à des stratégies optimisées de

pâturage des chaumes et à une offre plus importante d'aliments destinés aux animaux, avec la plantation de cultures fourragères ou d'arbustes fourragers.

- Des paquets technologiques pour la mise en œuvre de l'agriculture de conservation, adaptés à des sites donnés, sont mis au point et diffusés afin d'améliorer la productivité agricole, l'efficacité de l'utilisation des ressources et la rentabilité.
- Des activités de renforcement des capacités, d'apprentissage mutuel et de diffusion des savoirs et de l'information sont conduites dans les zones ciblées et dans toute l'Asie centrale et occidentale et dans toute l'Afrique du Nord.

V. Modalités d'exécution

25. L'ICARDA sera responsable de la gestion globale du programme et de l'élaboration des rapports financiers et techniques soumis au FIDA. Il coordonnera les activités planifiées en Algérie (via la Tunisie), en Tunisie et au Tadjikistan (via l'Ouzbékistan), par l'intermédiaire de ses bureaux de pays régionaux.
26. Des coordonnateurs nationaux spécialement nommés à cet effet seront responsables de l'exécution du programme dans chacun des pays. Les parties prenantes du programme seront les instituts de recherche participants, l'ICARDA, les NARES, des ONG et des partenaires du secteur privé.
27. Le programme sera dirigé par un scientifique de haut niveau de l'ICARDA, qui travaillera en étroite concertation avec des collaborateurs des divers NARES. Ce chef de programme coordonnera les activités et veillera à ce que les rapports soient élaborés en temps voulu.
28. Un comité directeur sera créé dès le démarrage pour assurer le contrôle du programme, et examiner et approuver les plans de travail et budgets annuels.
29. Un atelier régional de démarrage sera organisé au moment du lancement du programme. Les participants fixeront les dispositions relatives à l'exécution et à la coordination et conviendront du plan de travail de la première année.
30. Pendant cet atelier, les participants conviendront aussi du mode et du degré d'intégration des activités du programme dans les activités que le FIDA conduit parallèlement dans le pays, en termes d'alignement des plans de travail annuels, de suivi-évaluation et de partage de l'information. Par la suite, il est prévu d'organiser des réunions annuelles de coordination et de planification durant lesquelles tous les partenaires du programme, y compris les agriculteurs et les prestataires de services, examineront les résultats de l'année précédente et mettront en forme les plans de travail.
31. La question de la coordination des activités sera aussi abordée pendant l'atelier de démarrage. La participation du coordonnateur du programme et du chargé de programme de pays du FIDA aux réunions du comité directeur de l'ICARDA et, dans la mesure du possible, la participation de représentants de l'ICARDA aux réunions de planification des projets du FIDA garantiront une planification conjointe.
32. Une plateforme de partage des savoirs utilisant l'Internet permettra à l'ICARDA et à ses partenaires de communiquer les rapports du programme à d'autres pays tels que le Liban, la Libye et le Maroc. La coopération entre pays et la synthèse des résultats seront facilitées grâce aux réseaux régionaux déjà établis par l'ICARDA dans le cadre de ses programmes régionaux, à des visites d'échange et à des ateliers.
33. L'ICARDA assurera le suivi-évaluation et l'élaboration des rapports. Le suivi concernera principalement le respect des limites du temps imparti pour l'exécution des activités et l'obtention des résultats du programme. Les effets seront évalués à travers le suivi de l'adoption des technologies de l'agriculture de conservation, de la

rapidité de cette adoption et des avantages économiques et environnementaux générés.

34. Les résultats des recherches seront diffusés sous la forme d'articles de journaux, de manuels de formation et de fiches thématiques, et aussi lors de journées sur le terrain et de visites d'échange et par le biais de la production de vidéos sur des modules de l'agriculture de conservation. Des exploitants agricoles et des partenaires des NARES réaliseront des essais d'adoption, et les interventions probantes feront l'objet de démonstrations lors de journées sur le terrain et d'ateliers.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

35. Le coût global du programme est estimé à 2 millions d'USD sur trois ans (2012-2015), dont 1,5 million d'USD seront financés par le FIDA. Il est proposé que le financement du FIDA soit complété, à hauteur de 0,5 million d'USD, par des contributions en nature des NARES.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Dépenses de personnel ^a	459 000	173 000
2	Frais de voyage	195 000	73 000
3	Matériel et fournitures ^b	193 700	73 000
4	Dépenses de fonctionnement ^c	283 800	107 000
5	Formation/ateliers/publications ^d	197 000	74 000
6	Frais généraux	171 500	-
	Total	1 500 000	500 000

^a Les dépenses de personnel couvrent les coordonnateurs et les techniciens nationaux/régionaux.

^b Le poste matériel et fournitures couvre les clôtures, les semoirs et les ordinateurs/imprimantes.

^c Les dépenses de fonctionnement couvrent les enquêtes, les essais en exploitation et les analyses de sol et d'aliments pour animaux.

^d Le poste formation/ateliers/publications couvre les journées sur le terrain, la formation des exploitants agricoles et les ateliers d'étudiants.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Enhanced sustainability of natural resource use, increased farm profitability, and improved livelihoods of resource-poor farmers through large scale adoption of CA technologies capitalizing on the system synergies of crops, livestock and soils.	Sound component technologies of crop and livestock production have been adopted by farmers and disseminated by national systems partners at least in one site in each target country. Productivity will be increased by 10%.	Government reports, NARES programme reports, national statistics. Technology adoption assessment.	<ul style="list-style-type: none"> NARES have the technical and logistic capacity to carry out experimental research and to disseminate the results to extension services and farmers. Risk: Political instability in Region
Objectives	NARES in Algeria, Tunisia, and Tajikistan will apply and disseminate the proposed integrated conservation agriculture practices for crop-livestock system and optimized use of crop residues for soil health and livestock production.	A total of at least 1000 households will be targeted in target countries; a total of 10,000 thousand women and family members in the target communities will directly benefit from the proposed programme activities. Ultimately, other rural communities in similar agro-ecologies across CWANA will benefit from the improved options identified and promoted by the project.	<ul style="list-style-type: none"> Government reports, NARES programme reports, national statistics. Technology adoption assessment. 	<ul style="list-style-type: none"> NARES have the technical and logistic capacity to carry out experimental research and to disseminate the results to extension services and farmers.
Outputs	<ul style="list-style-type: none"> Ex-ante evaluation of CA based technologies in CWANA Enhanced crop-livestock integration in CA through optimized stubble grazing strategies and increased fodder availability from forages or fodder shrubs. Site-specific conservation agriculture technology packages fine-tuned and disseminated for enhanced farm productivity, resource use efficiency and profitability. Capacity development, co-learning, knowledge and information dissemination in the target areas and across the CWANA region 	<ul style="list-style-type: none"> Strategies for promoting uptake and out-scaling of CA practices by month 36 First report on grazing strategy available by 12th month, validated by month 24 (2nd report). Detailed reports on CA adaptive trials available by months 12, 24, and 36. Recommendations on crop management practices available by month 30 At least 15 NARES representatives and 60 farmers (10-30/country) trained in workshops, with 500 trained through field days. Three master's students 	<ul style="list-style-type: none"> Proceedings of policy workshops and seminars, media and programme reports Training manuals, extension materials published; Student's theses. Programme reports 	<ul style="list-style-type: none"> Stakeholders are willing to engage in programme interventions Normal climatic condition prevails and NARES adhere to commitment and cooperate in programme activities Security and stability remain constant or improve Trained human resources contribute to programme activities
Key Activities	<ul style="list-style-type: none"> Develop baseline data on farming and monitor the adoption of CA technologies. Identify gendered limitations On-station, stubble grazing strategies will be developed in years one and two. 30 on-farm multi-year (15 in Year 2 and an 15 in Year 3) crop residue grazing strategies evaluated Fodder species identified to improve grazing options and reduce the pressure on farmers to graze crop stubble. Promising lines analyzed for feed quality as a fodder/grain crop and validated in on-farm. Adaptive trials integrating CA technologies with IPM and nutrient management, and the integration of fodder/grain species in at least 45 multi-year on-farm trials (15 each initiated in years 1, 2, and 3), across target countries. Capacity Development 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline data collected by month 6, economic analyses of CA technologies completed by month 18, optimal production under different scenarios developed and shared with stakeholders. The diffusion of CA and impact on women documented Grazing strategies will measure impact of grazing on residue retention, and the trade off between intake, manuring, and residue retention on soil properties, with first estimates by month 18. Fast growing and high nutritive value fodder species identified by month 24 CA recommendations prepared and site specific cropping systems tested by month 18 Farmers, service providers, Graduate students, and NARES trained 	<ul style="list-style-type: none"> Research reports, programme reports, policy briefs and report on ex-ante economic analysis Number and type of trainees reported. Training report and programme technical reports 	<ul style="list-style-type: none"> National partners have teams with potential for training in data collection and farm data management At least one average rainfall year during the experimental period to achieve meaningful measures. Trained NARS staffs are active and willing to contribute in project, and farmers are willing to adopt technologies.

International Livestock Research Institute (ILRI): Mécanismes novateurs pour le développement de la filière de la viande bovine en Afrique australe

I. Contexte

1. En Afrique australe, la production des petits éleveurs de bovins, qui est caractérisée par une faible productivité, génère des revenus insuffisants pour améliorer les conditions de vie des ruraux pauvres. Quelques gros producteurs font directement affaire avec les abattoirs mais, pour le reste, les animaux sont livrés à un réseau de négociants qui ne fait pas grand-chose pour récompenser la qualité. Cette situation décourage la création de valeur ajoutée et empêche les producteurs d'en profiter, et conduit à sous-évaluer les ressources en pâturages et à limiter les perspectives de diversification.
2. Plusieurs projets exécutés actuellement dans la région (y compris des projets financés par le FIDA) traitent séparément certains aspects techniques et financiers de la production des petits exploitants agricoles. La présente proposition porte sur la création d'une force d'intégration fondée sur une amélioration de l'accès aux fonds de roulement et sur un partenariat avec les projets qui promeuvent la diversification ainsi que la création de valeur ajoutée pour les produits faisant l'objet d'une demande importante et croissante.
3. La génération et le partage des savoirs relatifs à la commercialisation et à la filière bovine n'ont, jusqu'ici, pas atteint les acteurs de tous les niveaux de la filière ni intégré des fonctions telles que la fourniture de fonds de roulement et l'établissement de liens contractuels entre la qualité, le prix et le délai de livraison. Le programme proposé recourt à des méthodes participatives pour concevoir et expérimenter les interventions. Les activités de gestion des savoirs promeuvent ensuite l'assimilation de ces savoirs par les acteurs de la filière et contribuent à la diffusion et au partage des données d'expérience à l'échelle régionale.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. La proposition consiste en une série d'activités intégrées et novatrices qui visent à donner aux acheteurs de bovins produits par de petits éleveurs un accès plus facile aux fonds de roulement, d'une manière qui encourage la liaison avec la demande du marché en animaux de qualité. Elle devrait déboucher sur l'offre d'un produit financier à l'efficacité démontrée, à l'intention du secteur privé, et d'un modèle transposable à plus grande échelle, à l'intention des acteurs du développement.
5. Le programme est lié à plusieurs résultats attendus de la Politique révisée du FIDA en matière de dons, notamment parce qu'il établit une plateforme grâce à laquelle des femmes et des hommes pauvres en ressources pourront conduire soit à titre individuel, soit dans le cadre de groupements ou de leurs communautés des activités novatrices et demander, en échange, des services fournis par le marché. Le programme a une importante composante de gestion des savoirs qui couvre ses propres activités mais aussi l'appui à des projets actuellement financés par le FIDA et à d'autres projets d'élevage qui ciblent les populations pauvres de la région. Il mise sur la participation du secteur privé, soutient les fonctions du marché et renforce la capacité du secteur privé à intervenir dans la filière, de manière à réduire la pauvreté. Dans la mesure où il cible des systèmes extensifs d'élevage de bovins, en tant que sources d'animaux destinés à l'embouche, le programme reliera étroitement, d'une part, la sécurité sanitaire des aliments, la génération de revenus et la création de valeur ajoutée et, d'autre part, le respect des ressources naturelles. La mise au point de modèles de développement de l'ensemble de la filière de la viande bovine qui soient susceptibles d'être immédiatement transposés dans toute la région ainsi que l'utilisation de données scientifiques pour étayer le

ciblage, définir les rôles des partenaires et du secteur privé et surmonter les problèmes sont cohérentes avec les grandes priorités du FIDA.

6. Les innovations qui sont proposées en matière de services de finance rurale aideront les petits exploitants agricoles à passer de l'économie de subsistance à l'économie monétaire. Les activités du programme, qui visent la diversification des revenus et la réduction des risques, promeuvent la sécurité alimentaire et la sécurité des revenus. Ces volets du programme concourent à la réalisation des objectifs de la politique générale du FIDA en matière de dons tandis que l'approche régionale adoptée par le programme pour la gestion des savoirs ainsi que la promotion de l'intégration des petits exploitants agricoles dans l'économie régionale sont alignées sur les objectifs des dons octroyés par le FIDA en Afrique orientale et australe.
7. Le programme travaillera directement avec trois opérations financées par le FIDA au Swaziland – le Projet d'irrigation à l'intention des petits exploitants du bassin inférieur de l'Usuthu – Phase I (LUSIP); le Programme de finance rurale et de développement des entreprises; et un programme du Fonds pour l'environnement mondial¹ conduit en collaboration avec le LUSIP – et avec un programme en cours d'élaboration en Afrique du Sud – le Programme sud-africain de développement des petites exploitations agricoles axé sur le marché –, sous réserve que celui-ci soit officiellement approuvé et que les conditions d'entrée en vigueur soient remplies. Le programme comportera plusieurs initiatives qui produiront des avantages indirects puisque les possibilités de communication et d'apprentissage mutuel pourront être exploitées dans l'ensemble de la région. Ces avantages profiteront notamment aux projets financés par le FIDA au Mozambique et, éventuellement, en Namibie², et à deux projets financés par l'Australie en Afrique du Sud et au Botswana, auxquels l'ILRI participe.
8. Le programme proposé contribuera à valoriser les investissements passés et actuels dans les infrastructures physiques et les institutions, car il contribuera à améliorer les conditions propices au développement et encouragera les investissements et la participation commerciale du secteur privé.

III. Le programme proposé

9. Le principal objectif du programme est d'améliorer et de rendre durables les moyens d'existence des petits exploitants agricoles qui vivent de la production et de la commercialisation des bovins.
10. Ses objectifs sont les suivants:
 - offrir aux petits exploitants agricoles un mécanisme viable de création de valeur ajoutée pour les bovins qui soit en prise sur les exigences du marché;
 - concevoir et proposer des instruments financiers efficaces et des produits adaptés qui permettent aux petits exploitants agricoles de créer de la valeur ajoutée dans les systèmes d'élevage de bovins; et
 - générer et diffuser les savoirs et encourager leur assimilation dans l'ensemble de la région d'Afrique australe.
11. Le groupe cible comprend: a) les petits éleveurs des zones arides ou reculées, qui sont confrontés à des problèmes de pâturage; b) les petits exploitants agricoles des zones irriguées, qui ont accès au fourrage/aux aliments pour animaux mais qui

¹ Le Programme de gestion durable des terres.

² À l'heure actuelle, le FIDA n'a pas de projet en Namibie, mais des pourparlers sont en cours sur un retour éventuel du FIDA dans le pays. Par le passé, le FIDA a financé un projet d'élevage en Namibie (le Projet de développement de l'élevage dans les régions septentrionales). Toute intervention future dans le secteur de l'élevage tiendra compte des enseignements tirés de ce projet et accordera probablement plus de poids au ciblage des petits éleveurs pauvres utilisant les terres communales et à l'amélioration de leur intégration dans les filières de l'élevage.

manquent de capitaux pour acheter du bétail; et c) les commerçants ruraux et les promoteurs de petites entreprises, qui contribuent au développement économique rural.

12. Le programme durera trois ans et il comportera trois grandes composantes ci-après, dont les phases d'exécution se chevaucheront:
- **le renforcement des capacités et des institutions:** apport d'un appui organisationnel aux commerçants et aux producteurs, promotion du programme, mobilisation des acteurs de la filière et certification des commerçants;
 - **la validation d'un produit de financement adapté à la filière:** analyse de la filière et conception participative des activités, formulation d'instruments financiers efficaces et des contrats associés, introduction et expérimentation d'un nouveau produit, et recherche-action; et
 - **une phase d'élargissement, axée sur la communication et la gestion des savoirs:** recensement des effets du programme, échange d'informations et d'expériences avec les projets conduits dans les pays voisins et organisation d'une conférence régionale.

IV. Produits et avantages escomptés

13. Les produits, regroupés par composante, sont les suivants:
- de nouvelles modalités d'organisation, du matériel et un consensus sur la conception de nouvelles dispositions relatives aux transactions;
 - de nouveaux types de contrats et de nouvelles formes de transactions sont conçus, un produit de prêt est développé et un essai est réalisé dans le cadre d'activités de recherche-action; et
 - les savoirs sont diffusés.
14. Les effets du programme, listés ci-après, sont attendus avec des échéances qui se chevauchent:
- Les petits exploitants agricoles concernés par la production ou l'embouche de bovins pratiquent un élevage commercial et utilisent des mesures objectives pour évaluer la qualité et la performance des animaux.
 - Des financeurs privés avancent des fonds de roulement aux acteurs de la filière qui passent des contrats avec les petits producteurs et priment la création de valeur ajoutée dans la filière bovine.
 - Des savoirs sont produits sur les façons d'améliorer l'intégration des petits producteurs de bovins de la région dans la filière et les principaux facteurs qui rendent cette intégration possible sont déterminés.
 - Les revenus de tous les acteurs de la filière sont plus élevés. Contribuant directement à l'objectif du programme, les revenus des petits exploitants agricoles (qu'ils pratiquent l'élevage ou l'embouche) augmentent et sont plus réguliers et stables.
15. Le programme facilitera la livraison des bovins d'embouche des petits exploitants aux abattoirs, dans le respect des critères de qualité et des spécifications logistiques. L'accès à des sources de financement permettra d'obtenir une aide au démarrage pour engraisser des bovins avec des cultures fourragères irriguées et des résidus et sous-produits des cultures. Le programme déploiera les marchands de bétail en tant que véritables "teneurs de marché", car ce sont les acteurs les mieux placés pour favoriser les changements fondés sur les lois du marché. Les commerçants appuyés et certifiés par le programme recevront des prêts pour

financer l'achat du bétail qu'ils confieront aux ménages qui pratiqueront l'embouche sous contrat.

16. Le mécanisme de crédit financé par le don à l'intention des commerçants (à titre de démonstration) est fondé sur les contrats qui sont conclus entre les commerçants et les éleveurs d'embouche clients, pour l'achat à des producteurs des zones arides, par les commerçants, d'un poids préalablement défini, et sur les contrats conclus entre les commerçants et les acheteurs (abattoirs et, éventuellement, vendeurs au détail). Outre le financement du mécanisme de crédit, le programme comporte d'autres aspects novateurs, tels que la conduite de recherches et d'activités préparatoires avant l'intervention, en vue de réduire les coûts de transaction, de contribuer à la gestion des risques et de dégager des informations sur les besoins des différents acteurs de la filière.
17. Un modèle d'embouche de trois bovins, appuyé par un mécanisme de crédit d'un montant de 2 000 USD, devrait rapporter un revenu de 685 USD par cycle au commerçant et au ménage qui pratique l'embouche et permettre la production de 150 kilos supplémentaires de viande de bœuf, si l'on considère un poids vif d'entrée de 250 kilos et un gain journalier moyen de 0,75 kilo, ce qui conduit à un poids vif de sortie de 340 kilos après 120 jours.
18. Le surplus de 685 USD sera divisé entre le commerçant et le ménage qui pratique l'embouche. Le mécanisme qui préside à cette division et les diverses dispositions relatives à la transaction, telles que le partage des risques, seront des thèmes importants des activités de recherche du programme et des facteurs déterminants de la participation des parties prenantes.

V. Modalités d'exécution

19. L'ILRI sera responsable de l'exécution du programme au Swaziland et en Afrique du Sud. Au Swaziland, un partenariat sera établi avec le Gouvernement swazi, par l'intermédiaire du LUSIP. Ce partenariat mettra en jeu des éléments de trois projets connexes financés par le FIDA – l'unité chargée de la diversification des entreprises agroalimentaires et de la gestion de l'environnement et le projet LUSIP-Fonds pour l'environnement mondial (tous les deux dans le cadre de la Swaziland Water and Agriculture Development Enterprise [SWADE]) et l'unité de microfinance du Programme de finance rurale et de développement des entreprises. En Afrique du Sud, le Programme sud-africain de développement des petites exploitations agricoles axé sur le marché, qui est proposé, permettra, sous réserve de son entrée en vigueur, la création d'un partenariat d'exécution similaire dans le cadre de deux de ses trois composantes (finance rurale, en partenariat avec la Banque foncière d'Afrique du Sud, et développement des filières). Dans les deux pays, des partenariats avec le secteur privé seront constitués avec des banques lorsque les activités auront démarré et que le programme commencera à donner des résultats probants. L'activité de recensement des effets du programme couvrira aussi l'établissement et la gestion de ces partenariats.
20. Le programme sera contrôlé par un groupe directeur consultatif dont la composition sera la suivante: un membre haut placé du personnel de l'ILRI (qui représentera l'ILRI en tant qu'organisation chargée du budget et de l'exécution du programme) et des membres de haut niveau du personnel des projets associés qui sont financés par le FIDA au Swaziland et, éventuellement, en Afrique du Sud. Le conseiller technique principal du FIDA pour l'élevage et les systèmes agraires (le responsable du don du FIDA) et le chargé de programme de pays du FIDA pour le Swaziland et l'Afrique du Sud (ou un représentant nommé par le FIDA) superviseront le programme. Des documents de conception et des plans de travail détaillés séparés ainsi que des stratégies de recherche et de communication distinctes seront établis pour le programme dans chaque pays. Du personnel local sera recruté dans les deux pays pour participer à l'exécution du programme. Un coordonnateur de programme sera détaché de l'unité de la SWADE chargée de la diversification des

entreprises agroalimentaires et de la gestion de l'environnement au Swaziland et sera rémunéré sur les fonds du don.

21. Le groupe directeur du programme et le FIDA seront chargés d'élaborer les rapports sur la situation d'avancement de l'exécution du programme. À titre moins officiel, un site web présentera des rapports et des mises à jour sur les activités du programme, planifiera les activités de recensement des effets du programme et mettra en lumière les enseignements tirés de l'expérience au fur et à mesure que des données et des analyses seront disponibles. L'ILRI communiquera les rapports financiers au FIDA selon les procédures prescrites, et les audits de l'ILRI se conformeront aux nouvelles Directives du FIDA relatives à l'audit des projets.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement*</i>
1	Dépenses de personnel	310 789	16 520
2	Consultants	142 356	-
3	Frais de voyage	139 395	-
4	Dépenses de fonctionnement	134 980	95 300
5	Matériel et fournitures	99 520	-
6	Frais généraux et dépenses connexes de l'ILRI	114 865	128 093
	Total	941 905	239 913

* Les partenaires de cofinancement sont les bénéficiaires et l'ILRI.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To improve and make sustainable smallholder livelihoods from cattle production and marketing			
Objectives	<p>1. Provide smallholders with a viable cattle value addition mechanism that is coordinated with market requirements;</p> <p>2. Design and demonstrate effective financial instruments and suitable products for enabling smallholder value addition in cattle systems;</p> <p>3. Generate and disseminate knowledge, and encourage uptake, throughout the Southern African region.</p>	<p>Smallholders producing cattle to market specifications</p> <p>Value chain finance products in use</p> <p>Products and materials in use</p>	<p>Outcome Mapping proceedings</p> <p>Project reporting</p> <p>Knowledge management products</p>	<p>No major beef market disruptions</p> <p>No major rural financial disruptions</p>
Outputs	<p>1.1, 1.2, 1.3 Groups established to improve market access and facilitate contact with certified traders and project participation</p> <p>1.4 Equipment delivered to the relevant actors</p> <p>1.5 The project promoted to value chain actors</p> <p>2.1, 2.2 Contracts and/or improved sales arrangements identified</p> <p>2.3 A loan product and arrangements for its introduction and use designed</p> <p>2.4 Working capital loans disbursed</p> <p>2.5 Data and analysis delivered from action research.</p> <p>3.1 Value Chain assessed</p> <p>3.2.1 Baseline and repeat surveys completed and analysed</p> <p>3.3.1 Outcome Mapping established and functioning</p> <p>3.4.1 Communicated results of the project, and conference proceedings</p>	<p>20 groups established, equipped, aware of value chain finance opportunities, and traders certified.</p> <p>1 value chain finance product designed and available in each county</p> <p>100 Loans disbursed and recovered in each fattening cycle</p> <p>Data, analysis and results communicated within and beyond the project, partner projects, and countries</p>	<p>Outcome mapping proceedings</p> <p>Transactions using value chain finance products recorded by banks and slaughterhouses</p> <p>Proceedings of conference</p>	<p>Willingness of value chain actors to commit to value addition activities</p> <p>Willingness of rural financiers to experiment with value chain finance directed to market maker actors</p>

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Key Activities	1.1.2, 1.2.1, 1.3.1 Group formation and support to various value chain actors 1.4.1. Equipment supply 1.5.1 Project promotion 2.1.1, 2.2.1 Contract design (at respective stages of the chain) 2.3.1 Meetings and promotion with financiers 2.3.2 Financial instrument design 2.4.1 A trial of the loan product 2.5.1 Action research and analysis 3.1.1 Value Chain mapping and assessment 3.2.1 Surveys (baseline and repeat) 3.3.1 Outcome mapping 3.4.1 Communication of project results, using a variety of media including regional platforms (e.g. IFADAFRICA) and a regional conference.	Value chains identified in 6 project locations 30 promotional and design meetings held Action research established at 4 sites and producing knowledge products in appropriate forms	Meeting minutes and reports by partner projects and participants. Outcome mapping proceedings	Willingness of value chain actors to participate